

JOURNAL OFFICIEL
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 36	TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI	Mahana 10 nō 'Ēperēra 2024
-----------------------	--------------------------------------	-------------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE
PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES	Pages
Arrêté n° 428 CM du 4 avril 2024 fixant le nombre de places ouvertes pour la formation conduisant au diplôme d'État d'infirmier (DEI) de la session 2024	4417
Arrêté n° 434 CM du 4 avril 2024 portant acceptation par la Polynésie française de l'indemnité d'éviction fixée à six (6) mois de loyer, due au titre de la résiliation anticipée du bail conclu le 25 février 2015, entre la Polynésie française et la SCI 4 à 10 rue du marché	4419
Arrêté n° 437 CM du 5 avril 2024 portant avis sur le projet de décret portant diverses mesures dans le domaine des armes	4420
ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES	
Présidence	
Arrêté n° 512 PR du 4 avril 2024 portant autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau indépendant et assignation de fréquences au profit de l'Agence Nationale des Fréquences	4421
Arrêté n° 513 PR du 4 avril 2024 portant autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau indépendant et assignation de fréquences au profit de la Société Westin Bora Bora Resort&Spa	4423
Arrêté n° 517 PR du 4 avril 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA	4425
Arrêté n° 518 PR du 4 avril 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI	4427
Arrêté n° 526 PR du 5 avril 2024 relatif à l'exercice des attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance	4429
Arrêté n° 534 PR du 8 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 337 PR du 22 mai 2020 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission Sport	4430
Vice-Présidence, ministère de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat	
Arrêté n° 3540 VP/DIREN du 3 avril 2024 autorisant la société World Hi-Vision Channel,Inc à exercer une activité de prises de vues des requins pointes noires, espèce marine protégée du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Bora Bora le 6 avril 2024	4431

Arrêté n° 3551 VP du 3 avril 2024 constatant la résiliation du bail en date du 25 février 2015, conclu entre la Polynésie française, pour le compte de la direction des transports terrestres, et la SCI 4 à 10 rue du marché, et portant abrogation de l'arrêté n° 457 MLV du 6 janvier 2015 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction des transports terrestres, d'un entrepôt situé dans la zone industrielle de Tīpaeru'i, commune de Papeete, et appartenant à la SCI 4 à 10 rue du marché **4433**

Arrêté n° 3742 VP/DIREN du 5 avril 2024 autorisant la S.A.S Galatee Films à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales sur l'atoll et dans les eaux de Tahanea du 15 au 30 avril 2024 et du 1er au 31 décembre 2024 **4434**

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 3575 MEF/CDE du 3 avril 2024 portant désignation de M. Raimana CHALIOT, en fonction à la direction de l'équipement "groupe administratif central", en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées **4435**

Arrêté n° 3666 MEF du 4 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023 **4436**

Arrêté n° 3734 MEF/DGAE du 5 avril 2024 portant agrément du navire "Au Moana Police Municipale de Teva I Uta", immatriculé PY 2762 et appartenant à la commune de Teva I Uta, au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française **4437**

Arrêté n° 3735 MEF/DGAE du 5 avril 2024 portant agrément du véhicule nautique à moteur, immatriculé PY 20112 et appartenant à la commune de Teva I Uta, au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française **4438**

Ministère de l'agriculture et des ressources marines

Arrêté n° 3562 MPR/DRM du 3 avril 2024 accordant à M. Jonathan Philippe CONSTANS le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française **4439**

Arrêté n° 3563 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 4435 MCE/DRM du 28 avril 2023 accordant à M. Philippe Manoa Frédéric TETUAITEROI le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite "apte à naviguer" pour l'exploitation de ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française **4441**

Arrêté n° 3564 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Rudolph Hiro Solomona TEURUARII sis à Takapoto commune de Takaroa (exploitant n° 388) **4442**

Arrêté n° 3565 MPR/DRM du 3 avril 2024 modifiant l'arrêté n° 2482 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la S.C.A Ragikura Pearls sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 516) **4443**

Arrêté n° 3566 MPR/DRM du 3 avril 2024 modifiant l'arrêté n° 9139 MPR/DRM du 21 septembre 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la S.C.A Tamarahi Perles sis à Ahe commune de Manihi (exploitant n° 376) **4445**

Arrêté n° 3567 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SARL Garumaoa Distribution sis à Raroia commune de Makemo (exploitant n° 143) **4447**

Arrêté n° 3568 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Hoa-Rai Benoit URARII sis à Gambier commune de Gambier (exploitant n° 349) **4449**

Arrêté n° 3569 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Lucien Charles STEINER sis à Fakarava commune de Fakarava (exploitant n° 48) **4451**

Arrêté n° 3570 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Romy Noelani Mahiatekura MAHUTA épouse TEUAPIKO sis à Takaroa commune de Takaroa (exploitant n° 536) **4453**

Arrêté n° 3698 MPR/DRM du 4 avril 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN du Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE) et Bruno MALAIZE de l'université de Bordeaux à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du projet de recherche "ACCOR VIF" **4455**

Arrêté n° 3700 MPR/DRM du 4 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parcs à poissons sis à Tiamahana, commune de Tahaa, au profit de M. Jean TIHOPU (exploitant n° 341) **4458**

- Arrêté n° 3701 MPR/DRM du 4 avril 2024 abrogeant l'arrêté 11463 VP/DRM du 19 novembre 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Toau, commune de Fakarava, au profit de M. Jean-Luc, Anatautua IPUTOA (exploitant n° 42) **4460**
- Arrêté n° 3702 MPR/DRM du 4 avril 2024 abrogeant l'arrêté 3520 VP du 26 mars 2019 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Yolanda, Taitaihere TEMORERE épouse MAIAU (exploitant n° 202) **4461**
- Arrêté n° 3730 MPR/DBS du 4 avril 2024 portant agrément de l'établissement "SOMAC Raiatea" pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles des véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux **4462**
- Arrêté n° 3738 MPR/DRM du 5 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 2561 MPR/DRM du 4 mars 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA du Brésil à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du programme de recherche "Population genetics of sun-coral species of Brazil" **4464**
- Arrêté n° 3775 MPR/DRM du 8 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 accordant à M. Willy Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française **4465**

Ministère des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance

- Arrêté n° 3470 MJP/DJS du 2 avril 2024 autorisant l'association Te Hiva Tuako o Oatea à utiliser la voie publique lors de la course intitulée "marathon de la terre des hommes" prévue le 18 mai 2024 **4466**
- Arrêté n° 3541 MJP du 3 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 4971 MJP du 31 mai 2023 portant délégation de signature à M. Lionel LAO, directeur de cabinet du ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance **4467**
- Arrêté n° 3710 MJP/DJS du 4 avril 2024 autorisant la fédération tahitienne de triathlon à utiliser la voie publique lors de la course intitulée "2e édition du triathlon de Tautira" prévue le 21 avril 2024 **4468**

Ministère des grands travaux, de l'équipement

- Arrêté n° 3478 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Areiti NAUTRE **4469**
- Arrêté n° 3479 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL « Feti'a Anuanua » **4471**
- Arrêté n° 3480 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Hubert CLOT **4472**
- Arrêté n° 3481 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Willy ATIU **4473**
- Arrêté n° 3482 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Cathy HO **4474**
- Arrêté n° 3483 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution de trois licences de transport touristique à la SARL « Warren tours » **4475**
- Arrêté n° 3484 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL « Anahata » **4477**
- Arrêté n° 3485 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Joël, Marii HIOE **4478**
- Arrêté n° 3486 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Maeva, Anaïs TERNIER épouse DROUET **4479**
- Arrêté n° 3487 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Arii, Raymond TAIPUNU **4480**
- Arrêté n° 3488 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora-Bora et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Alain WERNERT **4481**
- Arrêté n° 3489 MGT du 2 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora-Bora et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL « Bora Bora ATV Explorer » **4482**
- Arrêté n° 3552 MGT du 3 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 8183 MGT du 23 juillet 2021 portant transfert de l'autorisation n° 028 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-028 délivrées à M. Manarii, Eric GATIEN pour exercer l'activité d'exploitant de taxi sur l'île de Tahiti en faveur de M. Manarii GATIEN **4483**

Arrêté n° 3553 MGT du 3 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 portant transfert de l'autorisation n° 053 TXT 01 accordée à M. Eric PANSI pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Sandra MATAE	4484
Arrêté n° 3554 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'empiètement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 13,11 m², sur la terre "Outuahiahi 3", au droit de la parcelle cadastrée section B n° 230, sise dans la commune de Arue, sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Tracy LO-LONG	4485
Arrêté n° 3621 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'empiètement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 11 m², sur la terre "Fareihi et Vaitohi et Pueu", au droit de la parcelle cadastrée section K n° 194, sise dans la commune de Punaauia, sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Anne STAHLKE-CINTIO, gérante de la SAS Malibu	4486
Arrêté n° 3622 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Raiatea n° 019 TXR 01 et portant attribution d'une licence de taxi n° 1-019 à Mme Dalida MAUAHITI-BRODIEN épouse TIATIA	4488
Arrêté n° 3623 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Raiatea n° 020 TXR 01 et portant attribution d'une licence de taxi n° 1-020 à Mme Noëlani, Vaihere MAREA épouse ARIIHOHOA	4489
Arrêté n° 3624 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Raiatea n° 021 TXR 01 et portant attribution d'une licence de taxi n° 1-021 à M. Giovanni TEINA	4490

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 428 CM du 4 avril 2024 fixant le nombre de places ouvertes pour la formation conduisant au diplôme d'État d'infirmier (DEI) de la session 2024

NOR : DSP24200825AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ; ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 405 PR du 15 mai 2023 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 modifiée définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé « direction de la santé » ;

Vu la délibération n° 2016-12 APF du 16 février 2016 modifiée portant approbation du schéma d'organisation sanitaire 2016-2021 ;

Vu l'arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 modifié portant repositionnement de l'institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein de la direction de la santé ;

Vu la convention n° 245 du 18 août 2009 relative aux conditions de délivrance en Polynésie française du diplôme d'État d'infirmier relevant de la compétence de l'État ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le nombre de places ouvertes pour la formation conduisant au diplôme d'État d'infirmier (DEI) est fixé à quinze (15) pour la session 2024.

Art. 2. — Un quota minimum de 67 % des places est réservé aux candidats titulaires du baccalauréat ou de l'équivalence de ce diplôme.

Art. 3. — Un quota maximum 33 % des places est réservé aux candidats relevant de la formation professionnelle continue qui justifient d'une durée minimum de trois ans de cotisation à un régime de protection sociale à la date d'inscription aux épreuves de sélection.

Art. 4. — Lorsque les listes d'admission réservées aux candidats relevant de la formation professionnelle continue ne sont pas pourvues, les places vacantes sont proposées aux candidats admis au titre de la sélection sur dossier.

Art. 5. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 434 CM du 4 avril 2024 portant acceptation par la Polynésie française de l'indemnité d'éviction fixée à six (6) mois de loyer, due au titre de la résiliation anticipée du bail conclu le 25 février 2015, entre la Polynésie française et la SCI 4 à 10 rue du marché

NOR : DAF24200717AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la vice-présidente de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ; ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le bail conclu le 25 février 2015 entre la Polynésie française et la SCI 4 à 10 rue du marché ;

Vu la lettre de résiliation de la SCI 4 à 10 rue du marché datée du 28 février 2024 et signifiée par voie d'huissier le 4 mars 2024 ;

Considérant la décision de la SCI 4 à 10 rue du marché de résilier le bail conclu avec la Polynésie française compte tenu de la vétusté du bien loué ;

Considérant la proposition de la SCI 4 à 10 rue du marché de verser à la Polynésie française une indemnité d'éviction correspondant à six (6) mois de loyer ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française accepte l'indemnité d'éviction proposée par le bailleur par lettre susvisée, reçue le 4 mars 2024, fixée à six (6) mois de loyer, soit la somme totale de neuf-cent-soixante-mille francs CFP (960 000 F CFP).

Art. 2. — La direction des transports terrestres est chargée des formalités comptables inhérentes à cette opération.

Art. 3. — La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions et le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des transports terrestres et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,
Éliane TEVAHITUA

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 437 CM du 5 avril 2024 portant avis sur le projet de décret portant diverses mesures dans le domaine des armes*NOR : SJS24200775AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ; ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la lettre de saisine n° HC/162/DIRAJ/BAJC/rr ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2024,

E M E T L ' A V I S S U I V A N T

Article 1er. — Le projet de décret portant diverses mesures dans le domaine des armes appelle un avis favorable, sous réserve de l'extension à la Polynésie française des dispositions de l'article 12 dudit projet de décret.

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 5 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,
Nahema TEMARII

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRÉSIDENCE

Arrêté n° 512 PR du 4 avril 2024 portant autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau indépendant et assignation de fréquences au profit de l'Agence Nationale des Fréquences

NOR : ADN24503141AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Vu l'arrêté n° 2395 CM du 20 décembre 2023 portant nomination de M. Eugène SANDFORD en qualité de directeur général de l'économie numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu la demande de l'Agence Nationale des Fréquences en date du 18 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, l'Agence Nationale des Fréquences, représentée par M. Emmanuel DUJARDIN, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant pour les besoins de son activité.

Art. 2. — La fréquence mentionnée dans le tableau ci-dessous est assignée à l'Agence Nationale des Fréquences.

Liaison	Largeur de bande (MHz)	Fréquences
Site A		
Tahiti	0,0125 MHz	154.175 MHz

La fréquence est déclarée dans les bases de données de l'Agence Nationale des Fréquences sous le numéro de bordereau FNF DGEN-CONV16913594 .

Art. 3. — Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique à usage privé composé, conformément à la réservation de fréquences définie à l'article précédent, de quatre portatifs de type talkie-walkie.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation fera assurer la mise en œuvre et la maintenance de ses installations par un installateur admis.

Il est responsable du fonctionnement de son réseau et prend en ce sens toutes les mesures utiles.

Art. 5. — Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Art. 6. — Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D.214-2 et D.214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;

- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

Art. 7. — La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 8. — Le Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens internationaux, de l'égalité des territoires, des affaires internationales, du développement des archipels, de l'économie numérique et des conséquences des essais nucléaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 513 PR du 4 avril 2024 portant autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau indépendant et assignation de fréquences au profit de la Société Westin Bora Bora Resort&Spa

NOR : ADN24503202AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Vu l'arrêté n° 2395 CM du 20 décembre 2023 portant nomination de M. Eugène SANDFORD en qualité de directeur général de l'économie numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu la demande de la Société Westin Bora Bora Resort&Spa en date du 16 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, la société Westin Bora Bora Resort&Spa, représentée par M. Cesar MARQUES, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant pour les besoins de son activité.

Art. 2. — Les fréquences mentionnées dans le tableau ci-dessous sont assignées à la société Westin Bora Bora Resort&Spa.

Liaison	Largeur de bande (MHz)	Fréquences
Site A		
Hôtel Westin Bora Bora Resort&Spa	0,0125 MHz	165,225 MHz et son duplex 169,825 MHz

Les fréquences sont déclarées dans les bases de données de l'Agence Nationale des Fréquences sous le numéro de bordereau FNF DGEN-CONV16873305.

Art. 3. — Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique à usage privé composé, conformément à la réservation de fréquences définie à l'article précédent, de vingt portatifs de type talkie-walkie.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation fera assurer la mise en œuvre et la maintenance de ses installations par un installateur admis.

Il est responsable du fonctionnement de son réseau et prend en ce sens toutes les mesures utiles.

Art. 5. — Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Art. 6. — Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D.214-2 et D.214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

Art. 7. — La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 8. — Le Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens internationaux, de l'égalité des territoires, des affaires internationales, du développement des archipels, de l'économie numérique et des conséquences des essais nucléaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 517 PR du 4 avril 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA

NOR : SDR23512447AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA réceptionnée le 7 septembre 2023 et réputée complète le 7 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la Commission d'attribution des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à aide à la conception d'aménagements fonciers (études) d'un montant de 2 621 058 F CFP (deux-millions-six-cent-vingt-et-un-mille-cinquante-huit francs CFP) est attribuée à Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA (aide Type T3 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA, née le 25 septembre 1973 à Pirae, est exploitante agricole à Taiohae - Nuku Hiva, carte professionnelle CAPL n° 2022-CG-122.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière élevage) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
3 744 368	2 621 058

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au

- mission : 905

- AP : 101.2023AE : 106.2023

- Article : 204

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 1 310 529 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;

- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tatiana Laetitia Heiata LIRZIN épouse TEKOHUOTETUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Taivini TEAI

Arrêté n° 518 PR du 4 avril 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI

NOR : SDR23512433AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI réceptionnée le 28 novembre 2022 et réputée complète le 14 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la Commission d'attribution des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 081 681 F CFP (un-million-quatre-vingt-un-mille-six-cent-quatre-vingt-un francs CFP) est attribuée à Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI (aide Type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI, né le 2 août 1969 à Taravao, est exploitant agricole à Paëa - Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2022-CM-626.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour agro-transformation) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
1 545 259	1 081 681

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au

- mission : 905

- AP : 97.2023AE : 99.2023

- Article : 204

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 540 841 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;

- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Djeannina Turoru AMARU épouse MATAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Taivini TEAI

Arrêté n° 526 PR du 5 avril 2024 relatif à l'exercice des attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance*NOR : SGG24503377AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 406 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Arrête :

Article 1er. — M. Jordy CHAN, ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, pendant l'absence de Mme Nahema TEMARII, le 4 avril 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 5 avril 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 534 PR du 8 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 337 PR du 22 mai 2020 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission Sport*NOR : SJS24503179AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 406 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ;

Vu le code du sport métropolitain, notamment les articles L 112-10, R 112-36, R 112-40 et A 424-1 ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la convention n° 87-19 du 26 décembre 2019 entre l'État et la Polynésie française relative à la jeunesse, au sport, et à la vie associative ;

Vu la lettre n° 26/2024/COPF/LP/EV en date du 25 mars 2024 du Comité olympique de Polynésie française relatif,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 337 PR du 22 mai 2020 susvisé, est modifié comme suit :

" A - Au titre des représentants de la Polynésie française désignés par le Président de la Polynésie française :

- Le directeur de cabinet du ministère des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ou son représentant ;
- Le conseiller technique sport du ministère des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ou son représentant ;
- La directrice de la jeunesse et des sports ou son représentant.

B - Au titre des représentants du mouvement sportif désignés par le président du Comité olympique de Polynésie française :

- M. Michel SOMMERS, représentant de la fédération tahitienne de natation ou son suppléant M. Teva BERNADINO, représentant de la fédération tahitienne de cyclisme ;
- Mme Teta SHAN, représentante de la fédération polynésienne d'aïkido ou son suppléant M. Teiki DUBOIS, représentant de la fédération polynésienne de rugby ;
- M. Yann TEAGAI, représentant de la fédération polynésienne de golf ou sa suppléante Mme Cécile GILROY, représentante de la fédération d'athlétisme de Polynésie française.

A l'exception des membres de droit, les membres de la commission Sport ainsi que leurs suppléants sont nommés à compter de la publication du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2027. "

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, est chargée de l'exécution du présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 8 avril 2024.

Moetai BROTHERRSON

**VICE-PRÉSIDENTE, MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE
L'ENVIRONNEMENT, DU FONCIER ET DE L'ARTISANAT**

Arrêté n° 3540 VP/DIREN du 3 avril 2024 autorisant la société World Hi-Vision Channel,Inc à exercer une activité de prises de vues des requins pointes noires, espèce marine protégée du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Bora Bora le 6 avril 2024

NOR : ENV24503340AM

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu la demande de M. Daiju MOGI en date du 25 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — La société World Hi-Vision Channel,Inc est autorisée à exercer l'activité de prises de vues des requins pointes noires, espèce marine protégée du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Bora Bora, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues des espèces protégées du code de l'environnement est consentie au 6 avril 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues en palmes, masque, tuba (PMT) pour la réalisation d'un reportage qui sera diffusé dans l'émission "Next Trip" au Japon.

Art. 4. — La société World Hi-Vision Channel,Inc s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le feeding, smelling interdit).

Art. 5. — La société World Hi-Vision Channel,Inc s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 6. — La société World Hi-Vision Channel,Inc s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 7. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 8. — La société World Hi-Vision Channel,Inc s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions et par délégation, pour le directeur de l'environnement absent, la directrice adjointe,
Francine TSIOU FOUC ÉPSE BOUREILLE

Arrêté n° 3551 VP du 3 avril 2024 constatant la résiliation du bail en date du 25 février 2015, conclu entre la Polynésie française, pour le compte de la direction des transports terrestres, et la SCI 4 à 10 rue du marché, et portant abrogation de l'arrêté n° 457 MLV du 6 janvier 2015 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction des transports terrestres, d'un entrepôt situé dans la zone industrielle de Tīpaeru'i, commune de Papeete, et appartenant à la SCI 4 à 10 rue du marché

NOR : DAF24502621AM-1

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le bail conclu le 25 février 2015 entre la Polynésie française et la SCI 4 à 10 rue du marché ;

Vu la lettre de résiliation de la SCI 4 à 10 rue du marché datée du 28 février 2024 et signifiée par voie d'huissier le 4 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — La résiliation du bail conclu le 25 février 2015, entre la Polynésie française et la SCI 4 à 10 rue du marché susvisé, prendra effet le 3 septembre 2024 à minuit, à l'échéance du délai de six (6) mois suivant la réception de la lettre de congé du bailleur le 4 mars 2024.

Art. 2. — L'arrêté n° 457 MLV du 6 janvier 2015 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction des transports terrestres, d'un entrepôt situé dans la zone industrielle de Tīpaeru'i, commune de Papeete, et appartenant à la SCI 4 à 10 rue du marché, est abrogé à compter du 4 septembre 2024.

Art. 3. — La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions et le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des transports terrestres et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,
Éliane TEVAHITUA

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3742 VP/DIREN du 5 avril 2024 autorisant la S.A.S Galatee Films à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales sur l'atoll et dans les eaux de Tahanea du 15 au 30 avril 2024 et du 1er au 31 décembre 2024

NOR : ENV24503402AM

La vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Dimitri BILLECOCQ en date du 4 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — La S.A.S Galatee Films est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Tahanea, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 15 au 30 avril 2024 et du 1er au 31 décembre 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en palmes, masque, tuba (PMT), par drone pour la réalisation d'un documentaire de 90 minutes, "A contre courant", qui sera diffusé sur France 5 en 2025.

Art. 4. — La S.A.S Galatee Films s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le feeding, smelling interdit).

Art. 5. — La S.A.S Galatee Films s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 6. — La S.A.S Galatee Films s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 7. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 8. — La S.A.S Galatee Films s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 5 avril 2024.

Pour la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les Institutions et par délégation, pour le directeur de l'environnement absent, La directrice adjointe,
Francine TSIU FOUÇ ÉPSE BOUREILLE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES

Arrêté n° 3575 MEF/CDE du 3 avril 2024 portant désignation de M. Raimana CHALIOT, en fonction à la direction de l'équipement "groupe administratif central", en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées

NOR : CDE24502427AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 modifié portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française ;

Vu la demande de désignation présentée par bordereau n° 6400 MGT/DEQ/GAC du 20 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées à la direction de l'équipement "groupe administratif central", l'agent suivant :

direction de l'équipement

M. Raimana CHALIOT titulaire

Art. 2. — Le tableau figurant en annexe à l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 susvisé est modifié en conséquence.

Art. 3. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Raimana CHALIOT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le Contrôleur des dépenses engagées,
Noëlyne TEITI

Arrêté n° 3666 MEF du 4 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023

NOR : ENR24503176AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023 modifié arrêté portant délégation de signature à M. Pierre BOSQC, chef du service des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1790 CM du 6 octobre 2023 relatif aux règles d'organisation et de fonctionnement de la direction polynésienne de l'énergie (DPE),

Arrête :

Article 1er. — Dans l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023, les termes "service des énergies" sont remplacés par "direction polynésienne de l'énergie" et les termes "chef du service des énergies" sont remplacés par "directeur de l'énergie"

Art. 2. — Le premier tiret du 4° de l'article 1er de l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023 est supprimé.

Art. 3. — L'article 2 de l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023 s'écrit désormais : "En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre BOSQC, la délégation de signature est consentie dans les mêmes termes à Mme Emilie Vigneau, chargée d'affaires en énergie".

Art. 4. — L'article 4 de l'arrêté n° 4972 MEF du 31 mai 2023 s'écrit désormais : "En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre BOSQC et de Mme Emilie Vigneau, la délégation de signature est consentie dans les mêmes termes à M. Laurent Cathelain, contrôleur en chef concession EDT".

Art. 5. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 3734 MEF/DGAE du 5 avril 2024 portant agrément du navire "Au Moana Police Municipale de Teva I Uta", immatriculé PY 2762 et appartenant à la commune de Teva I Uta, au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française

NOR : DAE24503181AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial «Fonds de régulation des prix des hydrocarbures» ;

Vu l'arrêté n° 1459 CM du 4 août 2022 définissant les modalités d'application de l'article LP. 5-2 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code de la concurrence ;

Vu la demande de la commune de Teva I Uta en date du 13 avril 2023,

Arrête :

Article 1er. — Le navire "Au Moana Police Municipale de Teva I Uta", immatriculé PY 2762, de première catégorie et appartenant à la commune de Teva I Uta est agréé au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française.

Art. 2. — Le quota annuel maximal pouvant bénéficier de cette exonération attribuée à la commune de Teva I Uta est fixé à 4 000 litres d'essence relevant de la codification douanière 2710.12.23.

Art. 3. — Les produits pétroliers importés et visés à l'article 2 ci-dessus sont destinés exclusivement à l'alimentation des moteurs du navire dénommé "Au Moana Police Municipale de Teva I Uta", immatriculé PY 2762.

Art. 4. — L'agrément est valable pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 5. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 5 avril 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE

Arrêté n° 3735 MEF/DGAE du 5 avril 2024 portant agrément du véhicule nautique à moteur, immatriculé PY 20112 et appartenant à la commune de Teva I Uta, au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française

NOR : DAE24503237AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial «Fonds de régulation des prix des hydrocarbures» ;

Vu l'arrêté n° 1459 CM du 4 août 2022 définissant les modalités d'application de l'article LP. 5-2 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code de la concurrence ;

Vu la demande de la commune de Teva I Uta en date du 13 avril 2023,

Arrête :

Article 1er. — Le véhicule nautique à moteur (VNM), immatriculé PY 20112, de première catégorie et appartenant à la commune de Teva I Uta est agréé au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française.

Art. 2. — Le quota annuel maximal pouvant bénéficier de cette exonération attribuée à la commune de Teva I Uta est fixé à 1 500 litres d'essence relevant de la codification douanière 2710.12.23.

Art. 3. — Les produits pétroliers importés et visés à l'article 2 ci-dessus sont destinés exclusivement à l'alimentation du moteur du véhicule nautique, immatriculé PY 20112.

Art. 4. — L'agrément est valable pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 5. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 5 avril 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et par délégation, la directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES MARINES

Arrêté n° 3562 MPR/DRM du 3 avril 2024 accordant à M. Jonathan Philippe CONSTANS le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24503291AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre d l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 15 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu les pièces de la demande présentée par M. Jonathan Philippe CONSTANS le 28 mars 2023 et réceptionnée le 30 mars 2023 ;

Vu l'arrêté n° 3187 MLA/DPAM du 15 mars 2019 portant délivrance du Brevet de Capitaine de Pêche au large (BCPL) à M. Jonathan Philippe CONSTANS ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 174/2024 du 12 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en sa séance du 7 août 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » est accordée à M. Jonathan Philippe CONSTANS, armateur du navire dénommé « Tatum », immatriculé à Papeete sous le numéro PY 40390 PE, pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Les caractéristiques principales dudit navire sont les suivantes :

- a) type : poti marara ;
- b) nationalité : française ;
- c) longueur hors tout : 9.30 m ;
- d) largeur hors tout : 2.82 m ;
- e) type de motorisation : in bord diésel ;
- f) composition de l'équipage : 1 capitaine, 2 marins pêcheurs.

Art. 3. — Les techniques de pêche autorisées et les espèces ciblées par l'armateur sont les suivantes :

a) Techniques ou engins de pêche :

- pêche au harpon ;
- pêche à la traîne ;
- pêche à la ligne de fond ;
- pêche à la canne.

b) Espèces ciblées :

- petits pélagiques ;
- grands pélagiques ;
- poissons des profondeurs.

Art. 4. — M. Jonathan Philippe CONSTANS est soumis aux obligations fixées par l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 modifié et notamment :

- Tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines chaque trimestre ;
- Fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de création d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;
- Restituer le dernier carnet carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet carburant ;
- Équiper le navire d'un système de suivi de navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de respecter les modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5. — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 8952 MPR/DRM du 14 septembre 2023 accordant à M. Jonathan Philippe CONSTANS le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite en "projet de construction" pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 6. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3563 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 4435 MCE/DRM du 28 avril 2023 accordant à M. Philippe Manoa Frédéric TETUAITEROI le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite "apte à naviguer" pour l'exploitation de ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24503331AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation formulée par M. Philippe Manoa Frédéric TETUAITEROI le 2 mars 2024 et réceptionnée ce même jour,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 4435 MCE/DRM du 28 avril 2023 accordant à M. Philippe Manoa Frédéric TETUAITEROI le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite "apte à naviguer" pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Aimeo III", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4002, est abrogé.

Art. 2. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3564 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Rudolph Hiro Solomona TEURUARIi sis à Takapoto commune de Takaroa (exploitant n° 388)

NOR : DRM24502795AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Takapoto du 6 décembre 2022 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Rudolph Hiro Solomona TEURUARIi du 1er décembre 2022, reçue le 9 décembre 2022 et complétée le 15 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Rudolph Hiro Solomona TEURUARIi, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :
- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 francs CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Rudolph Hiro Solomona TEURUARIi de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Rudolph Hiro Solomona TEURUARIi et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3565 MPR/DRM du 3 avril 2024 modifiant l'arrêté n° 2482 MPR/DRM du 29 février 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la S.C.A Ragikura Pearls sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 516)

NOR : DRM24503158AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2482 MPR/DRM du 29 février 2024 susvisé, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la S.C.A Ragikura Pearls sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 516) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la S.C.A Ragikura Pearls, MM. Winfred GOODING (père) et Winfred Heiarii GOODING ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 26 février 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier ;

Vu la demande de désistement de M. Bayrea GOODING au profit de la S.C.A Ragikura Pearls du 4 mars 2024 ;

Vu l'acte de cession de parts sociales de M. Raymond AH-TAK au profit de M. Bayrea GOODING et de Mme Moevai HAOA-TEKOPUNUI, publié au JOPF du 22 mars 2024 ;

Vu la demande de reprise de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole accordée à M. Bayrea GOODING formulée par la S.C.A Ragikura Pearls du 26 février 2024, reçue le 26 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2482 MPR/DRM du 29 février 2024 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 2.- L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 20 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 20 ha (2,38 ha ; 3,81 ha ; 3,81 ha et 10 ha),
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Article 3.- La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 352 000 F CFP (trois-cent-cinquante-deux-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 20 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 40 000 F CFP,
- sur la base de 20 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 300 000 F CFP,
- sur la base de 60 m² à 200 F CFP/m², soit 12 000 F CFP.»

Art. 2. — Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — L'arrêté n° 4322 VP du 9 avril 2020 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Bayrea Raimatea GOODING sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 362) est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.C.A Ragikura Pearls et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3566 MPR/DRM du 3 avril 2024 modifiant l'arrêté n° 9139 MPR/DRM du 21 septembre 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la S.C.A Tamarahi Perles sis à Ahe commune de Manihi (exploitant n° 376)

NOR : DRM24503108AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9139 MPR/DRM du 21 septembre 2023 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la S.C.A Tamarahi Perles sis à Ahe commune de Manihi (exploitant n° 376) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi du 7 mars 2024 ;

Vu la demande d'autorisation de travaux immobiliers pour l'implantation d'un ponton sur pilotis formulée par la S.C.A Tamarahi Perles du 19 février 2024 ;

Vu la demande d'autorisation d'implantation d'un ponton sur pilotis formulée par la S.C.A Tamarahi Perles du 15 mars 2024, reçue le 25 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Ahe,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 9139 MPR/DRM du 21 septembre 2023 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 2.- L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 70 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 50 ha (25 ha ; 21 ha et 4 ha),
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 25 m²,
- pour l'implantation d'un ponton sur pilotis : 85 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Article 3.- La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 910 000 F CFP (neuf-cent-dix-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 70 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 140 000 F CFP,

- sur la base de 50 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 750 000 F CFP,
- sur la base de 25 m² à 200 F CFP/m², soit 5 000 F CFP,
- sur la base de 85 m² à 60 F CFP/m² avec un minimum de 15 000 F CFP, soit 15 000 F CFP.»

Art. 2. — Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.C.A Tamarahi Perles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3567 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Garumaoa Distribution sis à Raroia commune de Makemo (exploitant n° 143)

NOR : DRM24502749AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2813 VP du 11 mars 2019 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Garumaoa Distribution sis à Raroia commune de Makemo (exploitant n° 143) ;

Vu l'avis favorable du conseiller municipal du maire délégué de la commune associée de Raroia du 11 septembre 2023 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SARL Garumaoa Distribution du 7 mars 2024, reçue le 13 mars 2024 et enregistrée le 15 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de la SARL Garumaoa Distribution, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Raroia commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 5 ha (3 ha et 2 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 75 000 F CFP (soixante-quinze-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 75 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 15 mars 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

- Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SARL Garumaoa Distribution de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Garumaoa Distribution et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3568 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hoa-Rai Benoit URARII sis à Gambier commune de Gambier (exploitant n° 349)

NOR : DRM24502753AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2818 VP du 11 mars 2019 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hoa-Rai Benoit URARII sis aux Gambier commune des Gambier (exploitant n° 349) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Hoa-Rai Benoit URARII, Mme Bianca URARII, la S.C.A Terehere Farm et la S.C.A Kavetere Poe ;

Vu l'avis favorable du 3^{ème} adjoint au maire de la commune des Gambier du 13 mars 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Hoa-Rai Benoit URARII du 13 mars 2024, reçue le même jour ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Hoa-Rai Benoit URARII, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 170 000 F CFP (cent-soixante-dix-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP,
 - sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 150 000 F CFP.
- Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 15 mars 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

- Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Hoa-Rai Benoit URARII de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hoa-Rai Benoit URARII et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3569 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Lucien Charles STEINER sis à Fakarava commune de Fakarava (exploitant n° 48)

NOR : DRM24503074AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2348 CM du 16 novembre 2018 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Lucien Charles STEINER sis à Fakarava commune de Fakarava (exploitant n° 48) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 19 septembre 2023 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Lucien Charles STEINER, non datée, reçue le 1er mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Lucien Charles STEINER, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Fakarava commune de Fakarava.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 25,10 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 376 500 F CFP (trois-cent-soixante-seize-mille-cinq-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 25,10 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 376 500 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 25 mars 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

- Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Lucien Charles STEINER de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lucien Charles STEINER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3570 MPR/DRM du 3 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Romy Noelani Mahiatekura MAHUTA épouse TEUAPIKO sis à Takaroa commune de Takaroa (exploitant n° 536)

NOR : DRM24502793AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Takaroa ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Romy Noelani Mahiatekura MAHUTA épouse TEUAPIKO du 31 août 2023, reçue le 26 octobre 2023 et complétée le 12 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Romy Noelani Mahiatekura MAHUTA épouse TEUAPIKO, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takaroa commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :
- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Romy Noelani Mahiatekura MAHUTA épouse TEUAPIKO de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Romy Noelani Mahiatekura MAHUTA épouse TEUAPIKO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3698 MPR/DRM du 4 avril 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN du Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE) et Bruno MALAIZE de l'université de Bordeaux à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du projet de recherche "ACCOR VIF"

NOR : DRM23514175AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-183/AT du 8 décembre 1988 modifiée portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2009 CM du 10 septembre 2021 approuvant le plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) révisé de l'île de Moorea ;

Vu l'arrêté n° 1885 CM du 9 septembre 2022 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Moorea-Maiao ;

Vu l'arrêté n° 2477 CM du 24 novembre 2022 réglementant la pêche sur l'espace maritime de l'île de Tubuai, commune de Tubuai ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du ministre en charge de la recherche du 9 janvier 2024 ;

Vu la demande du CRIOBE du 24 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du projet de recherche "ACCOR VIF", l'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN du Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE) et Bruno MALAIZE de l'université de Bordeaux, est autorisée à titre dérogatoire à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome, tel que prévu à l'article 12 de la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 modifiée susvisée.

Art. 2. — La présente autorisation est valable de la date du présent arrêté au 30 novembre 2025.

Art. 3. — La présente autorisation est octroyée pour le prélèvement sur l'île de Tubuai, au niveau des sites mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation remis à la direction des ressources marines, de :

- cinq cent fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier les espèces ;
- deux cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) en saison chaude pour identifier les communautés symbiotiques et le microbiome, et déterminer si une variabilité intraspécifique existe au niveau des espèces en fonction de son environnement ;
- deux cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) en saison froide pour identifier les communautés symbiotiques et le microbiome, et déterminer si une variabilité intraspécifique existe au niveau des espèces en fonction de son environnement ;
- quarante fragments de 4 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour caractériser la croissance in situ ;
- quarante fragments de 2 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier le sexe de chaque colonie ;
- dix carottes de 50 cm de long et 10 cm de diamètre de *Porites sp.* (une carotte par colonie) pour réaliser des analyses géochimiques et reconstruire le passé thermique de Tubuai ;
- deux cent fragments de 3 à 4 cm² de *Porites sp.* (cinq fragments par colonie) pour mener des expériences de stress thermique à court terme pour déterminer les performances thermiques actuelles de chaque colonie et déterminer le rôle du passé thermique.

Art. 4. — La présente autorisation est octroyée pour le prélèvement sur l'île de Tatakoto, au niveau des sites mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation remis à la direction des ressources marines, de :

- cinq cent fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier les espèces ;
- deux cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) en saison chaude pour identifier les communautés symbiotiques et le microbiome, et déterminer si une variabilité intraspécifique existe au niveau des espèces en fonction de son environnement ;
- deux cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) en saison froide pour identifier les communautés symbiotiques et le microbiome, et déterminer si une variabilité intraspécifique existe au niveau des espèces en fonction de son environnement ;
- quarante fragments de 4 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour caractériser la croissance in situ ;
- quarante fragments de 2 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier le sexe de chaque colonie ;
- dix carottes de 50 cm de long et 10 cm de diamètre de *Porites sp.* (une carotte par colonie) pour réaliser des analyses géochimiques et reconstruire le passé thermique de Tatakoto ;
- deux cent fragments de 3 à 4 cm² de *Porites sp.* (cinq fragments par colonie) pour mener des expériences de stress thermique à court terme pour déterminer les performances thermiques actuelles de chaque colonie et déterminer le rôle du passé thermique

Art. 5. — La présente autorisation est octroyée pour le prélèvement sur l'île de Moorea, au niveau des sites mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation remis à la direction des ressources marines, de :

- cinq cent fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier les espèces ;
- trois mille soixante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) pour évaluer les changements de symbiontes de chaque colonie ;
- deux cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) en saison chaude pour identifier les communautés symbiotiques et le microbiome, et déterminer si une variabilité intraspécifique existe au niveau des espèces en fonction de son environnement ;
- deux cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) en saison froide pour identifier les communautés symbiotiques et le microbiome, et déterminer si une variabilité intraspécifique existe au niveau des espèces en fonction de son environnement ;
- quarante fragments de 4 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour caractériser la croissance in situ ;
- quarante fragments de 2 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier le sexe de chaque colonie ;
- dix carottes de 50 cm de long et 10 cm de diamètre de *Porites sp.* (une carotte par colonie) pour réaliser des analyses géochimiques et reconstruire le passé thermique de Moorea ;
- deux cent fragments de 3 à 4 cm² de *Porites sp.* (cinq fragments par colonie) pour mener des expériences de stress thermique à court terme pour déterminer les performances thermiques actuelles de chaque colonie et déterminer le rôle du passé thermique ;
- quatre cent quatre vingt fragments de 2 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour identifier le sexe de chaque colonie ;
- quatre cent quatre vingt fragments de 3 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour évaluer les capacités photophysologiques des coraux ;
- mille quatre cent quarante fragments de 0,5 cm² de *Porites sp.* (six fragments par colonie) pour des analyses de symbiontes pendant et après blanchissement ;
- six cent quarante fragments de 3 cm² de *Porites sp.* (un fragment par colonie) pour des analyses physiologiques pendant et après blanchissement ;
- vingt carottes de 50 cm de long et 10 cm de diamètre de *Porites sp.* (une carotte par colonie) pour comparer les signaux isotopiques en fonction de la résistance des colonies au blanchissement ;
- dix huit carottes de 50 cm de long et 10 cm de diamètre de *Porites sp.* (une carotte par colonie) pour comparer les signaux isotopiques en fonction des espèces sur un site (six carottes par espèce).

Art. 6. — L'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN et Bruno MALAIZE est tenue de respecter les règles du plan de gestion de l'espace maritime révisé de l'île de Moorea approuvé par l'arrêté n° 2009 CM du 10 septembre 2021 susvisé, et celles des arrêtés n° 1885 CM du 9 septembre 2022 modifié et n° 2 477 CM du 24 novembre 2022, susvisés.

Art. 7. — Les prélèvements sont réalisés par des plongeurs disposant d'un titre de plongée professionnelle adéquat.

Art. 8. — Les échantillons collectés sont exportés après l'obtention d'un permis CITES.

Art. 9. — L'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN et Bruno MALAIZE a obligation de se conformer aux dispositions du code de l'environnement de la Polynésie française susvisé en matière d'accès aux ressources génétiques, d'usage et partage des avantages issus de leur valorisation.

Art. 10. — L'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN et Bruno MALAIZE fournit à la direction des ressources marines :

- au plus tard le 31 janvier 2025, la liste des prélèvements effectués au 31 décembre 2024 par espèce et par site, ainsi que la localisation et la délimitation des sites de prélèvement ;
- au plus tard le 31 décembre 2025, la liste des prélèvements effectués au 30 novembre 2025 par espèce et par site, ainsi que la localisation et la délimitation des sites de prélèvement.

Au terme du projet de recherche "ACCOR VIF", l'équipe des docteurs Laetitia HEDOUIN et Bruno MALAIZE fournit à la direction des ressources marines les résultats de l'étude, soit sous forme d'un rapport, soit sous forme d'une ou plusieurs publications scientifiques.

Art. 11. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3700 MPR/DRM du 4 avril 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parcs à poissons sis à Tiamahana, commune de Tahaa, au profit de M. Jean TIHOPU (exploitant n° 341)

NOR : DRM24501664AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Jean TIHOPU du 23 mars 2022, réceptionnée le 30 mars 2022 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 9 août 2022 ;

Vu l'avis favorable sous réserve d'une remise en état préalable d'un ancien emplacement sis à la sortie de la passe Paipai rendu par la commission unique du domaine public de la pêche du 11 août 2022,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Jean TIHOPU, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1000 m² sis à Tiamahana, commune de Tahaa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons situé à bâbord en entrant dans la passe Paipai et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour la période courant de la date de publication du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2024.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — Le tarif applicable est celui défini par l'index IF_ECO_01 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à quarante mille francs CFP (40 000 F CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 6. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 7. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 8. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 9. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean TIHOPU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, pour le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3701 MPR/DRM du 4 avril 2024 abrogeant l'arrêté 11463 VP/DRM du 19 novembre 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Toau, commune de Fakarava, au profit de M. Jean-Luc, Anatautua IPUTOA (exploitant n° 42)

NOR : DRM24503116AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parcs à poissons formulée par M. Jean-Luc, Anatautua IPUTOA le 12 mars 2024, réceptionnée le 13 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 11463 VP/DRM du 19 novembre 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parcs à poissons sis à Toau, commune de Fakarava, au profit de M. Jean-Luc, Anatautua IPUTOA (exploitant n° 42), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, M. Jean-Luc, Anatautua IPUTOA dispose d'un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise à l'état d'origine de l'emplacement occupé, qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Luc, Anatautua IPUTOA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3702 MPR/DRM du 4 avril 2024 abrogeant l'arrêté 3520 VP du 26 mars 2019 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Yolanda, Taitaihere TEMORERE épouse MAIAU (exploitant n° 202)

NOR : DRM24503111AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 modifié portant délégation de signature du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parcs à poissons formulée par Mme Yolanda, Taitaihere TEMORERE épouse MAIAU le 6 février 2024, réceptionnée le 7 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 3520 VP du 26 mars 2019 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parcs à poissons sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Yolanda, Taitaihere TEMORERE épouse MAIAU (exploitant n° 202), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, Mme Yolanda, Taitaihere TEMORERE épouse MAIAU dispose d'un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise à l'état d'origine de l'emplacement occupé, qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Yolanda, Taitaihere TEMORERE épouse MAIAU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3730 MPR/DBS du 4 avril 2024 portant agrément de l'établissement "SOMAC Raiatea" pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux*NOR : DBS24503387AM*

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre du secteur primaire, en charge de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 2918 MPR du 19 mars 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1755 CM du 26 août 2021 relatif aux conditions de transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements pour le transport interinsulaire des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du 27 décembre 2023 ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du 18/03/2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement "SOMAC Raiatea", sis lotissement Tahina, BP 325, 98735 Uturoa Raiatea, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques M. Vehiarii PUAHIO, est agréé pour le transport interinsulaire des articles suivants :

- Agrégat, armatures et ferrailage, bois de construction, béton cellulaire, ciment, contreplaqué, fibrociment, parpaing, placo plâtre.

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2024-MS10. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédiés vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

b) d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérecours citoyens accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, soit par courrier adressé à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur de la biosécurité,
Yves LAUGROST

Arrêté n° 3738 MPR/DRM du 5 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 2561 MPR/DRM du 4 mars 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA du Brésil à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du programme de recherche "Population genetics of sun-coral species of Brazil"

NOR : DRM24503352AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 février 2023 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-183/AT du 8 décembre 1988 modifiée portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2561 MPR/DRM du 4 mars 2024 autorisant à titre dérogatoire l'équipe du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA du Brésil à exercer la pêche sous-marine à l'aide d'un équipement autonome dans le cadre du programme de recherche Population genetics of sun-coral species of Brazil ;

Vu la demande du docteur Mauro REBELO du Bio bureau Biotecnologia LTDA du Brésil du 3 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — À l'article 2 de l'arrêté n° 2561 MPR/DRM du 4 mars 2024 susvisé, les mots "*du 18 mars au 8 avril inclus*" sont remplacés par "*du 11 juin au 1er juillet 2024 inclus*".

Art. 2. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 5 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 3775 MPR/DRM du 8 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 accordant à M. Willy Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24503359AM

Le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, le directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 accordant à M. Willy Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite apte à naviguer pour l'exploitation de ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13360 MLA/DPAM du 30 novembre 2020 portant délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) à M. Willy Rainui AH-MIN ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en sa séance du 19 janvier 2021 ;

Vu la demande présentée par M. Willy Rainui AH-MIN le 3 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 susvisé, est rédigé ainsi qu'il suit :

« a) type : poti marara ;

b) nationalité : française

c) longueur hors tout : 7.2 m ;

d) largeur hors tout : 2.5 m ;

e) type de motorisation : in bord diesel ;

f) composition de l'équipage : 1 capitaine, 2 marins pêcheurs »

Art. 3. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 2560 MPR/DRM du 4 mars 2024 sont sans changements.

Art. 4. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 8 avril 2024.

Pour le ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche et par délégation, le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA PRÉVENTION
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

Arrêté n° 3470 MJP/DJS du 2 avril 2024 autorisant l'association Te Hiva Tuako o Oatea à utiliser la voie publique lors de la course intitulée "marathon de la terre des hommes" prévue le 18 mai 2024

NOR : SJS24503197AM

La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 406 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 22 juillet 2021 portant nomination de Mme Loan HOANG OPPERMANN en qualité de directrice de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 4909 MJP du 17 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Loan HOANG OPPERMANN, directrice de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu la demande d'avis de l'association Te Hiva Tuako o Oatea adressée au maire de la commune de Hiva Oa en date du 28 décembre 2023, relative à l'organisation de la course intitulée marathon de la terre des hommes prévue le 18 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hiva Oa en date du 28 décembre 2023 ;

Vu la demande d'autorisation de l'association Te Hiva Tuako o Oatea du 21 mars 2024 adressée à la direction de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er. — L'association Te Hiva Tuako o Oatea est autorisée à utiliser la voie publique, notamment la route territoriale R.T. 416, 413, 412, dans les conditions fixées par le maire de la commune de Hiva Oa, pour la course intitulée "marathon de la terre des hommes", prévue le 18 mai 2024 de 4 h 00 à 13 h 30.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Pour la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance et par délégation, la directrice de la jeunesse et des sports,
Loan HOANG OPPERMANN

Arrêté n° 3541 MJP du 3 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 4971 MJP du 31 mai 2023 portant délégation de signature à M. Lionel LAO, directeur de cabinet du ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance

NOR : MJP24503341AM

La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 406 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ;

Vu l'arrêté n° 438 PR du 26 mai 2023, portant nomination de M. Lionel LAO en qualité de directeur de cabinet auprès de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ;

Vu l'arrêté n° 4971 MJP du 31 mai 2023 portant délégation de signature à M. Lionel LAO, directeur de cabinet du ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ;

Vu l'arrêté n° 1327 PR du 9 octobre 2023, portant nomination de Mme Jill MASSON en qualité de conseillère technique, auprès de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Arrête :

Article 1er. — L'article 4 de l'arrêté n° 4971 MJP du 31 mai 2023 susvisé est modifié comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel LAO, directeur de cabinet, les délégations précitées sont exercées par Mme Jill MASSON, conseillère technique. »

Art. 2. — L'arrêté n° 12112 MJP du 6 décembre 2023 est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 3710 MJP/DJS du 4 avril 2024 autorisant la fédération tahitienne de triathlon à utiliser la voie publique lors de la course intitulée "2e édition du triathlon de Tautira" prévue le 21 avril 2024*NOR : SJS24503296AM*

La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 406 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 22 juillet 2021 portant nomination de Mme Loan HOANG OPPERMANN en qualité de directrice de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 4909 MJP du 17 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Loan HOANG OPPERMANN, directrice de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu la demande d'avis de la fédération tahitienne de triathlon adressée au maire de la commune de Taiarapu-Est en date du 29 février 2024, relative à l'organisation de la course intitulée 2e édition du triathlon de Tautira prévue le 21 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Taiarapu-Est en date du 19 mars 2024 ;

Vu la demande d'autorisation de la fédération tahitienne de triathlon adressée à la direction de la jeunesse et des sports en date du 2 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — La fédération tahitienne de triathlon est autorisée à utiliser la voie publique, notamment la route territoriale R.T. 3, dans les conditions fixées par le maire de la commune de Taiarapu-Est, pour la course intitulée "2e édition du triathlon de Tautira", prévue le 21 avril 2024 de 6 h 30 à 13 h 00.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 4 avril 2024.

Pour la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance et par délégation, la directrice de la jeunesse et des sports,
Loan HOANG OPPERMANN

MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT**Arrêté n° 3478 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Areiti NAUTRE***NOR : DTT24503042AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 17 mai 2022 ;

Vu la lettre n° 2746 MGT du 24 août 2022 reportant la demande d'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea de M. Areiti NAUTRE ;

Vu l'avis conforme n° 8102 MGT DTT du 12 décembre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à M. Areiti NAUTRE

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leur lieu d'hébergement et transport à titre non onéreux vers la base de départ des tours d'excursions lagonaires ;
- points de desserte : quai de Uturoa ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 55R est délivrée à M. Areiti NAUTRE.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3479 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL « Feti'a Anuanua »

NOR : DTT24503045AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 12 avril 2023 ;

Vu l'avis favorable n° 1187 PR SDT du 19 mai 2023 du service du tourisme ;

Vu l'avis conforme n° 3976 MGT DTT du 9 juin 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable du 23 novembre 2023 du maire de la commune de Taputapuatea ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à la SARL « Feti'a Anuanua ».

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge et transport à titre non onéreux de sa clientèle vers la pension de famille « Fenua Réserve » ;
- points de desserte : quai et aéroport de l'île de Raiatea ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 56R est délivrée à la SARL « Feti'a Anuanua ».

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3480 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Hubert CLOT

NOR : DTT24503047AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 9 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable n° 1675 PR SDT du 21 juillet 2023 du service du tourisme ;

Vu l'avis favorable n° 264/23 du 1er septembre 2023 du maire de la commune de Taputapuatea ;

Vu l'avis conforme n° 5138 MGT DTT du 2 août 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à M. Hubert CLOT.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : excursions en montagne (panorama et découverte du domaine Bachelier à Avera observatoire de la vallée de Faaroa panorama du « Pain de sucre » de Puohine) et visites des sites touristiques de l'île (jardin botanique, plantations d'ananas et fa'apu de Faaroa, marae de Taputapuatea, rucher, vanilleraie et ferme perlière à Puohine) ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1 ou N1 conçu en tout-terrain et classifié en catégorie G, destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 57R est délivrée à M. Hubert CLOT.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3481 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Willy ATIU

NOR : DTT24503058AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestre ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 6 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable n° 2170 PR SDT du 6 octobre 2023 du service du tourisme ;

Vu l'avis conforme n° 6686 MGT DTT du 9 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 373/23 du 15 novembre 2023 du maire de la commune de Taputapuatea ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à M. Willy ATIU.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle à partir de leur lieu d'hébergement et transport vers les points de départ de ses randonnées pédestres ;
- points de desserte : « mont Temehani » et « vallée des 3 cascades » ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1 ou N1 conçu en tout-terrain et classifié en catégorie G, destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 58R est délivrée à M. Willy ATIU.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3482 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Cathy HO

NOR : DTT24503060AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 20 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable n° 886 CT 2023 du 6 octobre 2023 du maire de la commune de Tumaraa ;

Vu l'avis favorable n° 2172 PR SDT du 6 octobre 2023 du service du tourisme ;

Vu l'avis conforme n° 6744 MGT DTT du 11 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à Mme Cathy HO.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport vers les points de desserte bien précis, tours de l'île ;
- points de desserte : quai et aéroport, pensions et hôtels, différents sites touristiques de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 59R est délivrée à Mme Cathy HO.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3483 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution de trois licences de transport touristique à la SARL « Warren tours »*NOR : DTT24503073AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 23 octobre 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 7092 MGT DTT du 24 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1347 MU du 13 novembre 2023 du maire de la commune de Uturoa ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à la SARL « Warren Tours ».

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

1) Licences A :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : pensions, hôtels, quai et aéroport, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : deux véhicules de catégorie A (autobus de catégorie M2 ou M3 de grande capacité, de 23 passagers et plus, conducteur exclu).

2) Licence B :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : pensions, hôtels, quai et aéroport, les tours de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Raiatea ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacités, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Trois (3) licences de transport touristique portant les n° 01A 60R, 02A 60R et 03B 60R sont délivrées à la SARL « Warren Tours ».

Art. 4. — L'arrêté n° 13979 MET du 26 décembre 2018 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. GUILLOUX Taaroa, Warren, est abrogé.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3484 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL « Anahata »

NOR : DTT24503075AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du 25 octobre 2022 du maire de la commune de Tahaa ;

Vu l'avis favorable n° 3575 PR SDT du 2 novembre 2022 du service du tourisme ;

Vu l'avis conforme n° 6696 MGT DTT du 9 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa à la SARL « Anahata ».

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge et transport à titre non onéreux de sa clientèle vers la pension de famille « Anahata » ;
- points de desserte : quais de l'île de Tahaa ;
- zone d'exploitation : île de Tahaa ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 22Ta est délivrée à la SARL « Anahata ».

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3485 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Joël, Marii HIOE

NOR : DTT24503076AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 2 août 2023 ;

Vu l'avis n° 5711 MGT DTT du 28 août 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 1679 MGT/DTT du 4 mai 2022 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable du 31 août 2023 du maire de la commune de Tahaa ;

Vu l'avis favorable n° 2024 PR SDT du 14 septembre 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa à M. Joël, Marii HIOE.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transport à titre non onéreux vers la base de départ des tours guidés en Quads sise quartier Punapae à Patio ;
- points de desserte : quais de Tahaa ;
- zone d'exploitation : île de Tahaa ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 23Ta est délivrée à M. Joël, Marii HIOE.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3486 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Maeva, Anaïs TERNIER épouse DROUET

NOR : DTT24502782AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'avis conforme n° 4000 MGT DTT du 9 juin 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 12 juin 2023 ;

Vu l'avis favorable n° 1674 PR SDT du 21 juillet 2023 du service du tourisme ;

Vu l'avis favorable n° 2023.005447 CH 2023 du 17 octobre 2023 du maire de la commune de Huahine ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine à Mme Maeva, Anaïs TERNIER épouse DROUET.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de sa clientèle et transfert vers la pension de famille « Te Ra'i Nui », tours de l'île, « drop off » ;
- points de desserte : quai et aéroport de l'île de Huahine, villages de Fare et de Parea ;
- zone d'exploitation : île de Huahine ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 50H est délivrée à Mme Maeva, Anaïs TERNIER épouse DROUET.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3487 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Arii, Raymond TAIPUNU

NOR : DTT24503035AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 4 décembre 2023 ;

Vu l'avis favorable du 8 décembre 2023 du maire de la commune de Huahine ;

Vu l'avis conforme n° 8103 MGT DTT du 12 décembre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 2657 PR SDT du 13 décembre 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine à M. Arii, Raymond TAIPUNU.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de la clientèle et transfert vers des points de desserte bien précis ;
- points de desserte : quai et aéroport de l'île de Huahine, pensions de famille « Meherio », « Ariitere » et « Hana Tini Lodge » ;
- zone d'exploitation : île de Huahine ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01B 51H est délivrée à M. Arii, Raymond TAIPUNU.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3488 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora-Bora et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Alain WERNERT

NOR : DTT24503080AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 3 mars 2023 ;

Vu la lettre n° 2146 MGT DTT du 30 mars 2023 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable du 11 avril 2023 du maire de la commune de Bora-Bora ;

Vu l'avis favorable n° 956 PR SDT du 14 avril 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 1659 MGT CISL du 27 décembre 2023 du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent réuni le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora-Bora à M. Alain WERNERT.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge et transport à titre non onéreux de sa clientèle vers la pension de famille « Bora Vaite Lodge » ;
- point de desserte : quai de Vaitape ;
- zone d'exploitation : île de Bora-Bora ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie E (tout autre type de véhicule répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01E 91B est délivrée à M. Alain WERNERT.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3489 MGT du 2 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora-Bora et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL « Bora Bora ATV Explorer »

NOR : DTT24503099AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des Iles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1147 PR du 5 septembre 2023 portant désignation des représentants des professionnels et leurs suppléants siégeant au sein du comité local des transports terrestres, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des îles Sous-le-Vent prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora-Bora et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL « Bora Bora ATV Explorer » ;

Vu la demande de licence supplémentaire de l'intéressé(e) réceptionnée à la circonscription des Iles Sous-le-Vent le 27 septembre 2023 ;

Vu l'avis conforme n° 6763 MGT DTT du 11 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable n° 2210 PR SDT du 12 octobre 2023 du service du tourisme ;

Vu le compte-rendu n° 1660 MGT CISL du 27 décembre 2023 de la commission des licences supplémentaires des îles Sous-le-Vent réunie le 13 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'intitulé de l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023 susvisé, les mots « de deux licences » sont supprimés et remplacés par les mots « de six licences ».

Art. 2. — Le quatrième tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023 susvisé, est modifié et rédigé comme suit :
« - nombre de véhicules prévus et caractéristiques : six (6) véhicules de catégorie C (véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3. — Il est inséré un second alinéa à l'article 3 de l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023 susvisé, rédigé comme suit :
« Quatre (4) licences de transport touristique supplémentaires portant les n° 03C 87B, 04C 87B, 05C 87B et 06C 87B sont délivrées à la SARL « Bora Bora ATV Explorer ».

Art. 4. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 2191 MGT du 10 mars 2023, susvisé, sont sans changement.

Art. 5. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 2 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3552 MGT du 3 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 8183 MGT du 23 juillet 2021 portant transfert de l'autorisation n° 028 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-028 délivrées à M. Manarii, Eric GATIEN pour exercer l'activité d'exploitant de taxi sur l'île de Tahiti en faveur de M. Manarii GATIEN

NOR : DTT24500055AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'arrêté n° 8183 MGT du 23 juillet 2021 portant transfert de l'autorisation n° 028 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-028 délivrées à M. Manarii, Eric GATIEN pour exercer l'activité d'exploitant de taxi sur l'île de Tahiti en faveur de M. Manarii GATIEN ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 21 février 2023 ; ;

Vu l'avis conforme de la direction des transports terrestres n° 1277 MGT DTT du 1er mars 2023 ; ;

Vu le compte-rendu n° 755 MGT du 28 septembre 2023 de la commission *ad hoc* des taxis des îles du Vent réunie le 12 septembre 2023 ;

Vu la transmission par l'intéressé(e) d'une attestation de déclaration d'embauche d'un chauffeur salarié, à la direction des transports terrestres en date du 20 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 8183 MGT du 23 juillet 2021 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :
« portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Tahiti n° 028 TXT 02 et portant attribution de deux licences de taxi à M. Manarii GATIEN ».

Art. 2. — L'article 1er de l'arrêté n° 8183 MGT 23 juillet 2021 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :
« Article 1er. - Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi est délivrée à M. Manarii GATIEN.
Cette autorisation porte le n° 028 TXT 02 et est valable uniquement pour l'île de Tahiti ».

Art. 3. — L'article 3 de l'arrêté n° 8183 MGT du 23 juillet 2021 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :
« Article 3. - Deux licences de taxi portant les n° 1-028 et 2-028 sont accordées à M. Manarii GATIEN ».

Art. 4. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence supplémentaire n° 2-028 qui lui est accordée.
Le défaut d'exploitation de la licence supplémentaire n° 2-028 accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence ».

Art. 5. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 8183 MGT du 23 juillet 2021 susvisé, sont sans changement.

Art. 6. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3553 MGT du 3 avril 2024 portant modification de l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 portant transfert de l'autorisation n° 053 TXT 01 accordée à M. Eric PANSI pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Sandra MATAE

NOR : DTT24500910AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 portant transfert de l'autorisation n° 053 TXT 01 accordée à M. Eric PANSI pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Sandra MATAE ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 12 mai 2023 ;

Vu l'avis conforme de la direction des transports terrestres n° 3974 MGT DTT du 9 juin 2023 ;

Vu le compte-rendu n° 755 MGT du 28 septembre 2023 de la commission *ad hoc* des taxis des îles du Vent réunie le 12 septembre 2023 ;

Vu la transmission par l'intéressé(e) d'une attestation de déclaration d'embauche d'un chauffeur salarié, à la direction des transports terrestres en date du 2 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :

« portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Tahiti n° 053 TXT 02 et portant attribution de deux licences de taxi à Mme Sandra MATAE ».

Art. 2. — L'article 1er de l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :

« Article 1er. - Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi est délivrée à Mme Sandra MATAE. Cette autorisation porte le n° 053 TXT 02 et est valable uniquement pour l'île de Tahiti ».

Art. 3. — L'article 2 de l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 susvisé, est supprimé et rédigé comme suit :

« Article 2. - Deux licences de taxi portant les n° 1-053 et 2-053 sont accordées à Mme Sandra MATAE ».

Art. 4. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence supplémentaire n° 2-053 qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence supplémentaire n° 2-053 accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence ».

Art. 5. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 11160 MET du 17 décembre 2014 susvisé, sont sans changement.

Art. 6. — L'arrêté n° 11297 MET DTT du 23 décembre 2014 portant transfert de la licence de taxi n° 1-053, délivrée à M. Eric PANSI pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 053 TXT 01, au profit de Mme Sandra MATAE, est abrogé.

Art. 7. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3554 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 13,11 m², sur la terre "Outuahiahi 3", au droit de la parcelle cadastrée section B n° 230, sise dans la commune de Arue, sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Tracy LO-LONG

NOR : DEQ24503092AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1249 CM du 20 juillet 2023 portant modification de l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 modifié portant réglementation sur la grande voirie dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public ;

Vu la demande formulée par Mme Tracy LO-LONG ;

Vu le plan de délimitation du domaine public n° 987 - 12 - MRF -2023 - 435/n° 359989/MD/DEQ/TOPO/AL du 30 Août 2023 ;

Vu le plan d'implantation et d'assainissement à l'échelle 1/500e ;

Considérant que la servitude n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé, au profit de Mme Tracy LO-LONG, un empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 13,11 m², sur la terre "Outuahiahi 3", au droit de la parcelle cadastrée section B n° 230, sise dans la commune de Arue, sur l'île de Tahiti, tel que le tout figure sur le plan d'implantation du projet joint dans le dossier du bénéficiaire.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'un porche.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas un permis de travaux immobiliers. Mme Tracy LO-LONG devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — Mme Tracy LO-LONG, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de délimitation joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à Mme Tracy LO-LONG, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3621 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 11 m², sur la terre "Fareihi et Vaitohi et Pueu", au droit de la parcelle cadastrée section K n° 194, sise dans la commune de Punaauia, sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Anne STAHLKE-CINTIO, gérante de la SAS Malibu

NOR : DEQ24502783AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1249 CM du 20 juillet 2023 portant modification de l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 modifié portant réglementation sur la grande voirie dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public ;

Vu la demande formulée par Mme Anne STAHLKE-CINTIO, gérante de la SAS Malibu ;

Vu le plan de délimitation du domaine public n° 987 - 38 - MR -2023 - 594/n° 378741/MD/DEQ/TOPO/AL du 30 Novembre 2023 ;

Vu le plan de délimitation avec implantation à l'échelle 1/1000e ;

Considérant que la servitude n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé, au profit de Mme Anne STAHLKE-CINTIO, gérante de la SAS Malibu, un empiétement de la servitude d'ouvrage d'art, d'une superficie totale de 11 m², sur la terre "Fareihi et Vaitohi et Pueu", au droit de la parcelle cadastrée section K n° 194, sise dans la commune de Punaauia, sur l'île de Tahiti, tel que le tout figure sur le plan de délimitation et le plan du permis de construire du projet joint dans le dossier du bénéficiaire.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'un porche.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas un permis de travaux immobiliers. Mme Anne STAHLKE-CINTIO devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — Mme Anne STAHLKE-CINTIO, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de délimitation joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à Mme Anne STAHLKE-CINTIO, gérante de la SAS Malibu, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3622 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Raiatea n° 019 TXR 01 et portant attribution d'une licence de taxi n° 1-019 à Mme Dalida MAUAHITI-BRODIEN épouse TIATIA

NOR : DTT24502750AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'arrêté n° 30 PR du 20 janvier 2021 portant désignation des membres et leurs suppléants siégeant au sein de la commission *ad hoc* des taxis pour les Iles Sous-le-Vent ;

Vu l'autorisation de stationnement délivrée par le maire de la commune de Uturoa le 25 octobre 2021 ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 17 novembre 2021 ;

Vu l'avis conforme n° 5085 MGT DTT du 23 novembre 2021 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1430 MGT CISL du 10 novembre 2023 de la commission *ad hoc* des taxis des Iles Sous-le-Vent réunie le 26 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi est délivrée à Mme Dalida MAUAHITI-BRODIEN épouse TIATIA.

Cette autorisation porte le n° 019 TXR 01 et est valable uniquement pour l'île de Raiatea.

Art. 2. — Une licence de taxi est accordée à Mme Dalida MAUAHITI-BRODIEN épouse TIATIA portant le n° 1-019.

Art. 3. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit (8) mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le *tāvana hau par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3623 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Raiatea n° 020 TXR 01 et portant attribution d'une licence de taxi n° 1-020 à Mme Noëlani, Vaihere MAREA épouse ARIIHOHOA

NOR : DTT24502770AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'arrêté n° 30 PR du 20 janvier 2021 portant désignation des membres et leurs suppléants siégeant au sein de la commission *ad hoc* des taxis pour les Iles Sous-le-Vent ;

Vu l'autorisation de stationnement délivrée par le maire de la commune de Uturoa le 8 juillet 2022 ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 5 août 2022 ;

Vu l'avis conforme n° 6729 MGT DTT du 10 octobre 2023 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1430 MGT CISL du 10 novembre 2023 de la commission *ad hoc* des taxis des Iles Sous-le-Vent réunie le 26 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi est délivrée à Mme Noëlani, Vaihere MAREA épouse ARIIHOHOA.

Cette autorisation porte le n° 020 TXR 01 et est valable uniquement pour l'île de Raiatea.

Art. 2. — Une licence de taxi est accordée à Mme Noëlani, Vaihere MAREA épouse ARIIHOHOA sous le n° 1-020.

Art. 3. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit (8) mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 3624 MGT du 3 avril 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi sur l'île de Raiatea n° 021 TXR 01 et portant attribution d'une licence de taxi n° 1-021 à M. Giovanni TEINA*NOR : DTT24502777AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 407 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'autorisation de stationnement délivrée par le maire de la commune de Uturoa le 29 septembre 2022 ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 27 octobre 2022 ;

Vu l'avis n° 4389 MGT DTT du 21 novembre 2022 de la direction des transports terrestres ;

Vu le compte-rendu n° 1430 MGT CISL du 10 novembre 2023 de la commission *ad hoc* des taxis des Iles Sous-le-Vent réunie le 26 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi est délivrée à M. Giovanni TEINA.

Cette autorisation porte le n° 021 TXR 01 et est valable uniquement pour l'île de Raiatea.

Art. 2. — Une licence de taxi est accordée à M. Giovanni TEINA sous le n° 1-021.

Art. 3. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit (8) mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le *tavana hau* *par intérim* de la circonscription des Iles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 3 avril 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes


SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que



La mise à jour du
Code des impôts
de la Polynésie
française
au 1^{er} janvier 2023

JOPF n°29 NS du 03/05/2023
de 364 pages

est disponible à la vente
au prix de 1.929 F CFP TTC